

L'état des sources, un instrument de recherche pertinent pour la valorisation scientifique. L'exemple des journées d'études sur « Le Parti communiste français et l'année 1956 »

Pascal Carreau

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Carreau Pascal. L'état des sources, un instrument de recherche pertinent pour la valorisation scientifique. L'exemple des journées d'études sur « Le Parti communiste français et l'année 1956 ». In: La Gazette des archives, n°220, 2010. Les instruments de recherche : évolutions, publics et stratégies. pp. 157-164;

[http://www.persee.fr/doc/gazar\\_0016-5522\\_2010\\_num\\_220\\_4\\_4751](http://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2010_num_220_4_4751)

---

Document généré le 15/03/2017

# **L'état des sources, un instrument de recherche pertinent pour la valorisation scientifique. L'exemple des journées d'études sur « Le Parti Communiste français et l'année 1956 »**

---

Pascal CARREAU

En organisant, les 29 et 30 novembre 2006, des journées d'études sur le thème « Le Parti communiste français et l'année 1956 », les Archives départementales de Seine-Saint-Denis profitaient de l'opportunité offerte par le programme annuel des célébrations nationales du ministère de la Culture pour inaugurer le développement d'une action de valorisation scientifique et culturelle du fonds du Parti communiste français (PCF), classé par l'État et récemment déposé aux Archives départementales. Le caractère particulièrement incitatif de l'un des thèmes retenus pour l'année 2006 – « 1956 : la crise du parti communiste » – avait en effet motivé la tenue d'une première manifestation si peu de temps après le transfert matériel du fonds et son ouverture à la communication en juillet 2005<sup>1</sup>, alors qu'il n'était encore que partiellement classé.

## **Un fonds classé, communiqué et valorisé indissociablement**

Le contexte semblait favorable à l'organisation de ces journées d'études : leur inscription dans un cadre institutionnel contribuait à leur conférer légitimité et visibilité ; la thématique retenue était susceptible d'éveiller à la fois l'intérêt des spécialistes et celui d'un public plus large, sensibilisé par sa dimension

---

<sup>1</sup> De leur ouverture officielle en mars 1993 jusqu'en 2004, les archives du PCF étaient consultables au siège national de ce parti.

commémorative ; elles pouvaient s'appuyer sur une partie du fonds classée et déjà consultée par les chercheurs. Dans ces conditions, elles constituaient une occasion propice de valoriser le fonds du PCF en répondant à deux préoccupations complémentaires :

- confirmer publiquement l'application résolue par les Archives départementales de la convention de dépôt signée entre la direction du PCF et le Conseil général de Seine-Saint-Denis qui, « au-delà de la sauvegarde, du classement et de la communication des fonds », fixe indissociablement « un objectif général de valorisation » ;

- attirer l'attention des différents publics concernés sur la richesse des archives déjà communicables et la diversité de leurs supports (papier, son, image) en actant les premiers résultats atteints par le classement de ce fonds volumineux – un kilomètre linéaire environ au total –, sans attendre son achèvement prévu à un horizon de plusieurs années.

Pour cela, outre un examen des enjeux historiographiques actuels en matière de recherche sur le communisme français, le programme des journées d'études comportait une série de communications scientifiques majoritairement issues de travaux fraîchement aboutis ou en cours de validation ayant exploité les archives du PCF. On le voit : les attendus étaient prioritairement d'ordre archivistique. Logiquement, le choix des intervenants et la détermination des thèmes abordés en avaient découlé pour une large part, sans que cela nuise pour autant à l'intérêt et à la qualité scientifique des travaux ainsi que cela devait se vérifier. Dans le même temps, l'annonce publique des sources plus récemment disponibles dans le fonds lui-même et dans quelques autres de provenance voisine<sup>1</sup> ambitionnait de susciter de nouvelles pistes de recherche, en application de la stratégie adoptée par les Archives départementales qui consiste à mener de pair le traitement et la communication du fonds. Récusant toute improvisation hasardeuse, cette démarche active vise explicitement à favoriser la communication des archives au fur et à mesure de leur classement, dans un mouvement dialectique de va-et-vient. Elle découle du constat que la valeur historique des archives du PCF a suscité d'emblée l'intérêt de la communauté scientifique lors de leur ouverture à la recherche, et que leur public s'est immédiatement confirmé et même élargi aux Archives départementales pour devenir le second

---

<sup>1</sup> Le fonds audiovisuel de l'association Cinéarchives, le fonds photographique du journal *L'Humanité*, les archives personnelles de plusieurs élus et responsables communistes, qui ont été déposés aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis, ainsi que les collections d'imprimés de la Bibliothèque marxiste de Paris – partie intégrante du fonds classé par l'État – encore conservées provisoirement au siège du PCF.

par importance après celui des généalogistes : des étudiants-chercheurs aux spécialistes confirmés, historiens, politistes, sociologues, en provenance d'institutions françaises et étrangères, malgré l'évolution récente du troisième cycle universitaire et la relative désaffection pour la recherche en sciences humaines observée dans tous les centres d'archives. C'est une chance. Elle conduit les Archives départementales à être attentives en permanence aux grandes tendances de la recherche pour définir les objectifs et les priorités assignés au traitement du fonds du PCF, à saisir – dans la mesure du possible – les opportunités de déboucher sur des actions de valorisation régulières, avec l'ambition explicite d'encourager et de maintenir la fréquentation de ce fonds prestigieux à un niveau élevé.

### **L'état des sources : un choix de circonstance pérennisé**

Dans cet esprit, à côté des répertoires définitifs conformes aux normes en vigueur qui sont réalisés systématiquement et rendus progressivement disponibles en salle de lecture, un état des sources conservées aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis et concernant spécifiquement la thématique « Le PCF et l'année 1956 » a été réalisé. Avec la conviction que, quoique provisoire comme le plus souvent pour ce type d'instrument de recherche, et sous réserve d'obéir aux normes en vigueur, il pouvait constituer un document d'étape utile aux lecteurs. Ainsi, exploitant le contenu de quatorze répertoires finalisés au moment de sa réalisation, il identifie et localise hiérarchiquement dans la structure du fonds du PCF les sous-fonds contenant des informations pertinentes : archives des différents organismes dirigeants, archives des sections de travail, archives personnelles de dirigeants, tout en mettant en valeur la diversité des supports qu'ils contiennent. Il facilite ainsi l'accès opérationnel aux sources documentant la thématique « Le PCF et l'année 1956 » tout en révélant « en creux » le plan de classement du fonds. Pour les fonds complémentaires, la recension a fourni l'occasion de faire le point sur l'état du classement. Grâce à une opportunité budgétaire, l'état des sources a pu être imprimé sous forme de plaquette afin d'être remis aux intervenants et au public des journées d'études (environ cent-vingt personnes au total) avant de figurer en annexe des actes, publiés et diffusés ensuite par la Fondation Gabriel-Péri. Si l'opération comportait indiscutablement une dimension promotionnelle, l'utilité réelle de ce document provisoire a été rapidement vérifiée auprès du

public scientifique des Archives départementales. Sa validité s'est même avérée plus durable qu'envisagé initialement car il a continué à susciter l'intérêt des chercheurs venus ultérieurement aux Archives départementales avec un sujet de recherche croisant peu ou prou la thématique à entrées multiples – on y reviendra – de l'année 1956. Ce constat a conforté le recours au même type d'instrument de recherche dédié à l'occasion d'initiatives ultérieures de valorisation, publications<sup>1</sup> et manifestations<sup>2</sup>, pour signaler l'accessibilité progressive des ressources, en particulier les fonds privés. De la sorte, pour ces archives à forte valeur historique, le préalable obligé que constitue le classement intègre les prévisions liées à la politique de valorisation et peut déboucher à échéance régulière sur l'annonce publique d'une nouvelle offre en matière de communication.

## La question du périmètre de l'instrument de recherche

Dans le cas présent, la délimitation du corpus à décrire dans l'état des sources soulevait deux questions : l'une, d'ordre historique, était inhérente à la définition de la thématique des journées d'études ; l'autre, plus archivistique, touchait aux modalités d'utilisation des répertoires existants pour parvenir à un résultat fiable et aussi complet que possible. Conceptrices de la manifestation, les Archives départementales de Seine-Saint-Denis avaient nécessairement répondu à la première et la réflexion sur les sources pertinentes en découlait logiquement.

### *L'« année 1956 », un champ thématique plus qu'une simple borne chronologique*

Quel objet désignait et quelle problématique sous-tendait l'intitulé apparemment simple, voire banal, des journées d'études : « Le Parti communiste français et l'année 1956 » ? On soulignera d'abord un élargissement de perspective par rapport à la formulation figurant dans le calendrier des célébrations

---

<sup>1</sup> Cf. « État des sources sur Mai 68 aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis », dans *Mai 68 : instantanés d'Humanité*, Conseil général de Seine-Saint-Denis, décembre 2008, catalogue de l'exposition présentée aux Archives départementales de mai 2008 à juin 2009.

<sup>2</sup> Cf. les actes (à paraître en 2011) du colloque co-organisé par les Archives départementales de Seine-Saint-Denis, la Fondation Jean-Jaurès et l'Office universitaire de recherche sociale, les 19 et 20 mai 2010 à Pantin, sur le thème : « L'union sans l'unité : le programme commun de la gauche, 1963-1978 ».

nationales, centrée sur la notion de « crise » et retenant exclusivement la période « juin-novembre 1956 ». Le programme des journées d'études organisées aux Archives départementales prévoyait d'ailleurs explicitement le questionnement de la formulation officielle à l'occasion d'une première table ronde intitulée « 1956 : que commémore-t-on ? ». Plus généralement, le parti pris adopté ambitionnait de dépasser le cadre de la stricte commémoration factuelle pour tâcher de saisir le faisceau de conjonctures qui caractérise l'année 1956 et dont les interactions aboutissent à ériger ce point de repère temporel en borne opérationnelle de périodisation pour l'étude historique du communisme français. D'un point de vue synchronique et purement événementiel, il s'agit notamment, au plan international : du XX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, de l'intervention franco-anglaise de Suez, de l'insurrection et de l'intervention soviétique en Hongrie ; et, au plan national : des élections législatives, du vote des pleins pouvoirs sur la question algérienne, du XIV<sup>e</sup> congrès du PCF. Mais une lecture diachronique ouvre la perspective sur des événements plus durables comme la guerre froide, la guerre d'Algérie, ou sur des processus moins factuels et plus diffus comme la déstalinisation, le développement de désaccords internes, le déclin électoral et/ou organisationnel du PCF.

*Le PCF, un objet historique scruté prioritairement au prisme de ses propres archives*

Cela a été évoqué précédemment, le but recherché à travers l'organisation des journées d'études était clairement de valoriser le dépôt du fonds du Parti communiste dans un service public et sa marge de communicabilité (tous les documents sont librement consultables après un délai de vingt-cinq ans) en informant du degré réel d'accessibilité aux documents autorisé par l'avancement du classement. Loin de constituer un handicap, cette priorité accordée aux critères archivistiques conférait au contraire une originalité propre à l'initiative au sein d'un calendrier chargé – pour cause de date anniversaire – en initiatives et publications culturelles et scientifiques consacrées à des thématiques similaires ou connexes. La décision de proposer un état des sources conservées aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis était cohérente avec cet objectif. Un autre choix envisageable eut été d'élaborer un instrument recensant les sources documentant la même thématique – l'année 1956 – dans l'ensemble des fonds relatifs au communisme français conservés

par d'autres institutions<sup>1</sup>. Moins circonstanciel et plus ambitieux, ce projet s'avérait également plus délicat à concrétiser dans les délais impartis et n'a pas été retenu.

## La connaissance des fonds, garantie de valeur ajoutée

La question du contour et de la trame du champ intellectuel à couvrir étant réglée, il restait à identifier et localiser les éléments de description archivistique pertinents, en veillant à limiter les traditionnels risques de « bruit » et – surtout – de « silence » documentaires. La première difficulté tenait à la disparité des instruments de recherche disponibles : inventaires analytiques pas toujours conformes à ISAD(G) rédigés par les archivistes du PCF, répertoires réalisés aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis avec différents niveaux de description adaptés à la structure et au contenu des sous-fonds concernés, etc.

Procédure la plus immédiate en raison de sa simplicité, le repérage automatique à partir des intitulés, des analyses et de l'indexation a permis de recenser les dossiers thématiques et les documents entretenant un rapport explicite avec la thématique générale traitée, ou tout au moins l'une de ses facettes. Par exemple, des dossiers comme : « Activité de la section de politique extérieure, année 1956 »<sup>2</sup>, « Désaccords d'intellectuels après 1956 »<sup>3</sup>, « Enregistrement du XIV<sup>e</sup> congrès national du PCF »<sup>4</sup>.

Le recours aux dates extrêmes a été utilisé comme un autre critère permettant de localiser l'information relative à l'aspect purement factuel, comme celle touchant à des processus plus étalés dans le temps. Par exemple, dans les dossiers : « Conférences sur le travail du parti parmi les intellectuels, 1955-1957 »<sup>5</sup>, « Relations PCF-PCUS, 1956-1987 »<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Par exemple : le fonds Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch (626 AP) conservé aux Archives nationales, le fonds Jacques Duclos au Musée de l'histoire vivante de Montreuil, le fonds Jean Pronteau (ARC2020) à l'Institut d'histoire du temps présent, le fonds Charles Tillon au Centre d'histoire du XX<sup>e</sup> siècle de Sciences Po, les dossiers des Renseignements généraux relatifs à la surveillance du PCF (séries BA, Br Ga) aux Archives de la préfecture de police de Paris.

<sup>2</sup> 273 J 3, fonds Marius Magnien.

<sup>3</sup> 261 J 6/9, archives de la Commission centrale de contrôle politique.

<sup>4</sup> 4 AV/930-941, documents sonores appartenant au fonds du PCF.

<sup>5</sup> 271 J 1, fonds Victor Michaut.

<sup>6</sup> 264 J 17, fonds Gaston Plissonnier.

En revanche, dans le cas spécifique des ensembles sériels structurés par année – comme les séries de comptes rendus de réunions de direction, par exemple – on s'en est tenu, pour des raisons de commodité, à la signalisation des seules occurrences de 1956. Par exemple : « Relevés de décisions des réunions du bureau publique (BP), année 1956 : 51 documents numérotés, 5 janvier au 7 décembre 1956 »<sup>1</sup>. On a considéré que cette indication constituait implicitement une incitation et un point de départ à des investigations plus transversales. L'introduction de l'instrument de recherche attire l'attention du lecteur sur cette limite.

Mais dans d'autres cas, c'est la connaissance du fonds acquise par l'archiviste lors de son traitement, ou la familiarité avec la thématique historique traitée, qui a permis d'identifier des informations pertinentes non décelables au premier abord dans les instruments de recherche en l'absence d'éléments de provenance ou de contexte comme, par exemple, dans le cas de l'enregistrement d'un discours de Jacques Duclos<sup>2</sup>, figurant dans le fonds audiovisuel de l'association Cinéarchives sans indication de lieu ni de date, et dans lequel l'orateur justifie le refus du groupe communiste de voter la confiance au gouvernement. À l'écoute, ce document se rattache sans équivoque aux débats parlementaires de la session de 1956. Pour ce qui touche à la postérité lointaine de l'événement, également. Ainsi, dans les archives sérielles du bureau politique, la présence au sein du dossier de l'année 1977 d'un « projet de décision sur la délégation du PCF au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS en 1956 » du 5 janvier 1977<sup>3</sup> acte une évolution ultérieure des conceptions du PCF. Sa localisation tenait à la connaissance précise du fonds.

D'un point de vue formel, la rédaction de l'état des sources a également été l'occasion de petites améliorations, peu envisageables dans le travail courant où il est rare d'avoir le loisir de reprendre les instruments de recherche. Les conditions du traitement archivistique des enregistrements des réunions du comité central du PCF tenues durant l'année 1956 avaient été tributaires du caractère fragmentaire et désordonné du dépôt des documents originaux par le PCF. Dans l'état des sources, les soixante-neuf cédéroms contenant les copies de communication ont été présentés méthodiquement, dans un ordre strictement respectueux du déroulement des débats, ce qui facilite leur consultation et leur exploitation.

---

<sup>1</sup> 2 NUM 4/3, copies de communication sur CD des archives du bureau politique.

<sup>2</sup> 1 AV/15647, documents sonores appartenant au fonds du PCF.

<sup>3</sup> 2 NUM 4/6, copies de communication sur CD des archives du bureau politique.



Ainsi, conçu non comme un simple sous-produit réalisé par extractions mécaniques, mais élaboré comme un instrument de recherche à part entière, dédié, l'état des sources est susceptible d'apporter une véritable valeur ajoutée aux répertoires existants.

L'expérience acquise par les Archives départementales de Seine-Saint-Denis à l'occasion d'actions de valorisation consacrées à des événements ou des périodes historiques a validé le recours à l'état des sources comme instrument de recherche dédié, apte à rendre compte de façon satisfaisante de la diversité des sources relatives à des phénomènes ou des problématiques complexes, ainsi qu'à favoriser leur communication au fur et à mesure de leur traitement.

Pascal CARREAU  
Attaché de conservation du patrimoine  
Archives départementales de Seine-Saint-Denis  
pcarreau@cg93.fr